

l'intimité,—dissocié de l'ancien chef de l'Union nationale, M. Duplessis, mais je suis étonné de le voir recourir aux mêmes tactiques et de se permettre le même genre d'accusations et de dénigrement irréflechis auxquels avaient l'habitude de recourir, il y a quelques années, ceux-là même dont il disait se dissocier. L'honorable député ne s'est certainement pas grandi à la Chambre en faisant de telles déclarations.

Au contraire, ceux qui se font le jouet des communistes et des hitlériens font partie d'un gouvernement à qui incombe maintenant la responsabilité de prendre des dispositions en vue de remédier à ce problème, mais qui ne veut pas accepter les propositions concrètes mises de l'avant par un groupe qui croit de son devoir de signaler la nature de cette situation et, en même temps, de proposer une façon constructive d'aborder le problème et d'y trouver une solution. C'est ce que nous, du parti libéral, avons fait. Nous n'avons pas honte d'avoir exposé le problème. Nous sommes fiers des propositions constructives que nous avons faites, et nous invitons le gouvernement à en prendre note et à nous imiter.

(Texte)

M. M. Deschambault (Terrebonne): Monsieur l'Orateur, je tiens, en premier lieu, à féliciter l'honorable ministre des Finances (M. Fleming) du magnifique exposé qu'il a fait à la Chambre au sujet de la situation économique actuelle.

Permettez-moi de vous dire, cependant, que j'ai regretté qu'on n'ait pas apporté plus de changements dans le relèvement des tarifs au bénéfice de quelques industries qui, à mon sens, influencent beaucoup notre économie nationale.

Mentionnons, en tout premier lieu, l'industrie de la chaussure de caoutchouc, communément appelée *footwear*. Cette industrie est en train de disparaître, à cause de la concurrence absolument déraisonnable de plusieurs manufacturiers européens mais surtout japonais.

En effet, monsieur l'Orateur, si nous laissons le Japon continuer à concurrencer nos industries de la chaussure de caoutchouc, celles-ci sont vouées à une mort certaine et ce très prochainement.

A l'appui de ces dires, je voudrais résumer ici quelques remarques que j'extrais d'un discours prononcé par M. Paul Smith, vice-président de la compagnie *Dominion Rubber Company Limited*, devant les chambres de commerce de Saint-Jérôme, d'Acton-Vale, de Granby et autres, conférence donnée dans ma circonscription vers la fin de l'année dernière.

[L'hon. M. Martin.]

Il est inutile de vous dire, je crois, que les cris d'alarme lancés par M. Smith à cette occasion se sont presque avérés justifiés en tous points; et j'ai le très vif regret d'annoncer à la Chambre que la compagnie *Dominion Rubber*, l'industrie principale de la ville de Saint-Jérôme et même de ma circonscription, s'est vue forcée de diminuer son personnel de plusieurs centaines en plus de fermer complètement ses portes vers la fin de l'année.

Afin que l'honorable ministre et tous les députés puissent comprendre la situation critique dans laquelle se trouvent ces industries, permettez-moi de vous faire part de quelques chiffres qui ont été cités par M. Smith, lors de cette assemblée.

Puis-je ajouter que nos exportations de ces produits ont été les premières à souffrir de la concurrence étrangère et que cette situation a débuté en 1949 pour s'accentuer constamment depuis. Ici, permettez-moi de vous citer un paragraphe du discours de M. Smith:

L'année suivante, soit en 1950, la débâcle de notre commerce d'exportation, pourtant centenaire, était alors confirmée. En 1937 par exemple, nous exportions sept millions de paires de chaussures en caoutchouc. Et à toutes fins pratiques, ce volume n'existe plus en 1950, et cette année-là, le Canada devait se contenter d'exporter 384,000 paires de chaussures de caoutchouc, la plupart étant d'un genre plus spécialisé, dans lequel les manufacturiers étrangers n'étaient pas intéressés,—et depuis, ce volume très minime continue à déprimer.

Il ne fait donc plus de doute que notre marché d'exportation de chaussures de caoutchouc est presque complètement disparu et ce peut-être pour toujours.

En outre de cette perte très sensible, notre industrie canadienne avait à faire face à un péril encore plus grand, plus aigu, c'est-à-dire la mise sur notre marché canadien de produits, venant particulièrement du Japon, à des prix de détail qui équivalaient quelquefois au tiers de notre coût de production. La concurrence devenait donc absolument impossible pour les nôtres.

Qu'avons-nous fait pour aider ces industries? Encore une fois, monsieur l'Orateur, j'emprunte un paragraphe du discours de M. Smith:

Depuis 1955, des représentants de l'industrie ont été engagés constamment dans des discussions avec les autorités fédérales. En premier lieu, il y eut une enquête spéciale sous les auspices conjointes d'un comité représentant l'industrie, l'union et le gouvernement. L'année suivante, la Commission des tarifs tenait une série d'enquêtes et de séances publiques. Quelques mois plus tard, cette Commission publiait son rapport dans lequel elle admettait, de fait, que l'industrie était en mauvaise posture; mais elle ne fit aucune recommandation pour que le gouvernement puisse intervenir. Puis ce fut le tour des réunions avec les ministres du cabinet et les fonctionnaires, et le lancement d'une autre enquête de la Commission des tarifs, cette fois sous les ordres du gouvernement, afin de soumettre des recommandations sur ce qui pourrait